Deuxième Année.— N° 70 CINQ CENTIMES *Mardi 10 Mars 1895*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12 TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

LE TRAITÉ DE MADAGASCAR

Paris, 8 mars.

A propos de la nouvelle convention avec le reine des Hovas, une importante discussion doit, on le sait, avoir lieu incessamment à la Chambre.

On annonce à ce propos, que M. Berthelot, ministre des affaires étrangères, prononcera un grand discours pour exposer la situation actuelle et indiquer les avantages qui résultent pour nous de la prise de possession de Madagascar.

SUCCESSION DE M. HERBETTE

Paris, 8 mars.

La succession de M. Herbette, notre ambassadeur à Berlin, est décidément ouverte ainsi que, d'ailleurs, nous l'avons annoncé.

On prétend, dans les milieux bien informés, que M. Pouyalle, préfet de la Seine, est déjà désigné pour représenter la France auprès de Guillaume.

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Londres, 8 mars.

L'express de Leeds a déraillé à seize milles de la station de Peterborough.

Deux voitures ont sautés hors des rails.

Deux personnes ont été tuées, trois blessées

La partie avant du train a pu continuer sa route.

MOUVEMENT ADMINISTRATIF

Paris, 8 mars.

Le mouvement administratif suivant paraît aujourd'hui à l'*Officiel* :

MM. Bouguin, précédemment nommé préfet de Tarn et-Garonne, et Gauro, précédemment nommé préfet de l'Ande, tous deux non installés, permutent. M. Bouguin va dans l'Ande et M. Cauro dans Tarn-et-Garonne.

M. Durrat est maintenu comme sous-préfet de Forcalquier ; M. Caltier, précédemment nommé sous-préfet de Forcalquier, est nommé sous-préfet d'Apt ; M. Bartoli, précédemment nommé sous-préfet d'Apt, est nommé secrétaire général de l'Allier.

UN VAINCU

Paris, 8 mars.

C'est aujourd'hui que doit arriver à Marseille le paquebot qui amène en France l'ex-premier ministre de Madagascar Rainilaiarivony qui, on le sait, doit être interné en Algérie.

A ce sujet, des détails inexacts ont été donnés sur les décisions prises par le gouvernement à l'égard de ce personnage ; nous sommes en mesure de donner à ce sujet des renseignements précis.

Le gouvernement avait, à l'origine, décidé que l'ex-premier ministre serait interné à Géryville, dans l'extrême sud algérien ; mais il y a quelques jours, M. Le Myre de Vilers a fait une démarche auprès du gouvernement pour faire observer le climat extrêmement chaud de Géryville et beaucoup supérieur à celui qui règne sur les hauts plateaux de l'Imerina, serait funeste à l'ex-premier ministre qui est un vieillard âgé de soixante-dix ans.

M. Le Myre de Vilers a dit qu'à son avis c'était à une mort prochaine qu'on le voulait et qu'on devrait agir avec plus de générosité avec un ennemi vaincu. Il a d'ailleurs rappelé que c'était à l'ex-premier ministre qu'il devait d'avoir pu, en octobre 1894, au moment de la rupture entre la France et le gouvernement hova, redescendre de Tananarive à la côte avec son escorte, que celui-ci avait fait preuve en cette circonstance d'une correction d'attitude qu'il importait de reconnaître.

M. Le Myre de Vilers a donc demandé que le lieu d'internement fut Alger ou une ville voisine d'Alger dont le climat se rapprochât de celui de Madagascar.

Le gouvernement, en l'absence de M. Léon Bourgeois, a décidé provisoirement qu'à son arrivée à Marseille, l'ex-premier ministre serait embarqué pour être conduit à Alger où il attendra la décision qui doit lui fixer le lieu de sa résidence lorsque le conseil des ministres en aura délibéré.

VIOLATION DE SÉPULTURES

Calais, 8 mars.

Une affaire qui est appelée à avoir un retentissement considérable à Calais, vient d'être découverte.

Il s'agit d'une violation de sépultures au cimetière de Calais-Sud. Des tombes ont été ouvertes, des cercueils éventrés ; cinquante linceuls ont été retrouvés, des bijoux intacts ou causés ont été recueillis et des traces d'oxydation ont été relevées sur ces bijoux.

Une arrestation est imminente ; on parle de plusieurs centaines de témoins qui seraient appelés à comparaître.

MANIFESTATIONS EN ESPAGNE

Madrid, 8 mars.

Des manifestations se sont produites aujourd'hui contre les Etats-Unis à Saragosse, Murcie, Malaga et dans d'autres villes.

L'agitation à Valence continue.

A Madrid, la régente, sortant de l'église a été acclamée sur plusieurs points de la ville et sifflée en d'autres endroits

ÉCHOS DU PANAMA

Paris, 8 mars.

Le *Figaro* a causé avec Me Lallier, avocat de M. Blondin, qui lui a dit que M. Baihaut ne purgeait pas encore la condamnation par corps, mais que sa libération conditionnelle lui avait été jusqu'ici refusée. « On désire visiblement a t-il dit, en cherchant à faire acquitter l'amende par MM. de Lesseps et Blondin, faire échapper Baihaut à l'exécution de la contrainte par corps.

» Le revirement du gouvernement favorable à M. Baihaut s'explique par des raisons politiques récentes, son silence peut-être ; on veut le libérer en faisant payer les frais du procès à MM. de Lesseps et Blondin. Ces derniers ont frappé d'une demande en nullité les commandements qui leur ont été signifiés. »

LE MALADE DE BOURNEMOUTH

Londres, 8 mars.

On annonce que l'interrogatoire d'extradition du docteur Cornélius Herz aura lieu dans le courant de la prochaine quinzaine dans la chambre du malade.

Le sergent détective Martels de Scotland Yard est parti pour Bournemouth, où il va reprendre sa surveillance auprès du docteur.

On prétend que Cornélius Herz est toujours dans un état de santé très précaire. Naturellement.

L'AVOCAT FRIEDMANN

Bordeaux, 8 mars.

Hier le docteur Friedmann a été extrait du fort du Hâ et conduit au cabinet du procureur de la République.

Celui-ci l'a informé qu'une nouvelle demande d'extradition venait d'être introduite par le cabinet de Berlin auprès du gouvernement français et, celle-ci, pour cause de Banqueroute frauduleuse.

Invité à s'expliquer, Friedmann a déclaré que, n'ayant jamais été dans les affaires, il ne pouvait pas être banqueroutier. « C'est toujours le même système, s'est-il écrié avec force, on veut me déshonorer, mais on y parviendra pas. Je prouverai que si j'ai perdu certaines sommes d'argent en 1895, cet argent n'avait nullement été engagé dans des opérations commerciales et que ce que l'on poursuit en moi, c'est l'homme politique, pas autre chose. »

LES CHANTAGES LEBAUDY

Paris, 8 mars.

C'est demain lundi que s'ouvriront, pour se continuer pendant six jours, devant la IIe chambre correctionnelle de Paris, les débats du procès dit « des chantages contre M. Max Lebaudy ».

On se rappelle les origines de l'affaire et le souvenir est à la fois trop récent et trop vif pour s'être déjà effacé.

Les accusés sont au nombre de sept : MM. de Cesti Ulric de Civry, Rosenthal dit Jacques Saint-Cère, Chiarielolo, Georges de Labruyère, Carle des Perrières et Joseph de Civry. Un huitième personnage arrêté, M. Szibowsky, dit Stan, secrétaire de M. de Cesti, a bénéficié d'une ordonnance de non lieu.

M. le substitut Pezous soutiendra l'accusation. Son réquisitoire contient quatre-vingt-dix pages. Quarante-trois témoins sont cités par le ministère public, cinquante-deux par les défenseurs.

PAQUEBOT PERDU

Yokohama, 8 mars.

On éprouve de vives inquiétudes sur le sort du paquebot *Cité-de-Janeiro* qui transporte des voyageurs et le courrier.

Ce transport est depuis trente jours en mer, et depuis ce moment on est sans nouvelles de lui.

(*Voir en Dernière Heure*)

BULLETIN DU JOUR

LA TRIPLE ALLIANCE

La crise italienne. — L'attitude de l'Autriche et de l'Allemagne. — La question de demain.

La crise italienne et les événements qui l'ont provoqué préoccupent beaucoup les hommes d'Etat autrichiens et allemands. Au fond, quoi qu'on en dise, la Triple Alliance se trouve actuellement à la période la plus critique de son existence. Sans doute à Vienne comme à Berlin les cercles officiels ont protesté de leurs sympathies, d'ailleurs fort platoniques, à l'égard de l'Italie, et se sont défendus de l'intention qu'on leur a prêtée de saisir cette pénible occasion pour dénoncer le traité d'alliance. Cette attitude n'a rien que de très naturel et le contraire aurait même été extrêmement odieux.

Mais la politique a ses imprescriptibles exigences. Une fois le premier tribut de sympathie payé à l'infortune de l'Italie, la froide raison a repris le dessus. A Berlin surtout, on envisage déjà la situation au point de vue pratique, et l'on reconnaît que l'effort financier et militaire que l'Italie fournit actuellement en Afrique, l'a complètement mise hors d'état pour une série d'années de jouer un rôle utile en cas de complications européennes. Or, si l'Italie ne peut plus procurer aucun avantage au moment du danger, à quoi bon la maintenir dans l'alliance ? Telle est la question qu'on se pose discrètement en Allemagne.

Différents organes de la presse berlinoise ; ont déjà proclamé la nécessité de transférer davantage vers l'est le centre de gravité de la Triple-Alliance ; cela veut dire qu'il faut laisser de côté l'Italie pour introduire à sa place la Russie dans l'alliance. Cette aspiration n'est pas aussi étrange qu'on pourrait le croire. Il faut même observer que depuis quelque temps déjà elle semble partagée par les personnages les plus influents. Il règne en effet à Berlin une tendance visible à un rapprochement plus intime avec la Russie. Les efforts pour atteindre ce but augmentent chaque jour d'intensité.

Il reste à savoir s'ils seront couronnés de succès, et s'ils le sont, comme c'est fort possible, la tête de nos « patriotes » sera fort amusant à voir. Ils s'apercevront alors combien nous avions raison quand nous les invitions à se mêler des tendresses intéressées des slaves — intéressées jusqu'à concurrence de plusieurs milliards !

LA PATRIE

La patrie n'est pas un mot vide, une entité abstraite. Elle contient le pays où nous sommes nés, où nous avons grandi, où nous nous sommes éveillés à la pensée, à la vie, et, quelques bonnes raisons que nous puissions avoir de nous proclamer citoyens du monde, nous n'en tenons pas moins par les fibres les plus sensibles de notre cœur aux lieux témoins de notre enfance, aux choses qui ont commencé par être pour nous tout l'univers. Et la patrie n'est pas seulement le pays natal agrandi ; elle représente encore un fonds commun d'intérêts, de traditions, d'espérances, une parenté plus étroite entre les âmes et même entre les corps.

Détruire l'amour de la patrie serait une entreprise aussi déraisonnable qu'impraticable. Ce qu'il faut faire, c'est l'épurer et l'élargir, en conservant, mais en étendant de plus en plus aux autres groupes d'hommes les sentiments de bienveillance et la solidarité naturelle qui nous attachent à nos compatriotes.

Les socialistes aspirent, non pas à supprimer le patriotisme, mais seulement à le transformer. Il veulent en extirper la sotte haine de l'étranger et la remplacer par l'émulation entre peuples, par la lutte féconde qui fera rayonner sur la terre plus de lumière et plus de justice. Et à ceux qui combattent, sans la comprendre, cette transformation que les télégraphes, les chemins de fer, les multiples échanges de denrées et d'idées entre toutes les nations rendent de plus en plus visible et rapide, à ceux qui essaient en vain d'entraver une évolution nécessaire, qui est en somme un progrès, je conseillerais volontiers de ne pas recourir à d'enfantines déclamations contre la force des choses.

Le vrai moyen de ne pas laisser périr ce qu'il y a de légitime et de bon dans la conception de patrie, c'est d'abord de faire en sorte que le citoyen sous les armes fasse son service dans la région où il a vécu, qu'il garde ainsi sous les yeux les êtres avec lesquels il a les liens les plus étroits, qu'il se sente chargés de défendre contre les violences possibles tout ce qu'il connaît et aime le mieux ; c'est ensuite que tous les hommes appelés sous les drapeaux, ayant également profité des avantages de la société dont ils font partie, soient également tenus, par cela même, de participer à ses périls ; c'est que beaucoup d'entre eux ne soient plus autorisés, comme aujourd'hui, à considérer la patrie comme une mère partiale qui, en temps ordinaire, a parmi ses enfants des favoris et des souffre-douleurs et qui, en temps critique, réclame d'eux tous même protection et même dévouement.

Que les adversaires des socialistes songent à cela au lieu de les traiter de sans-patrie, et qu'ils comprennent que le socialisme, tout en se proclamant international, ne cesse pas d'être national. Est-ce que d'ailleurs le mot d'*International* n'implique pas l'existence de plusieurs nations et partant de patries diverses ?

C'est pourquoi nous n'irons pas dire à un citoyen d'un pays quelconque : « Tes frères sont en danger. Ils vont mourir pour la défense commune, pour empêcher un abus de la force, pour dérober leurs biens, leurs femmes, leurs enfants à la convoitise et à la tyrannie de maîtres étrangers. Mais que t'importe ? Tant pis pour eux ! Toi reste les bras croisés. Regarde-les se battre. Ce n'est pas ton affaire. » Le refus de prendre part à la lutte est, en de telles circonstances, la négation du devoir social le plus élémentaire. Il rompt toute la solidarité avec ceux dont on veut bien partager les prospérités, mais non pas les dangers. Il est la banqueroute frauduleuse d'un profiteur, d'un parasite, qui, durant des années, a reçu du pays où il vivait mil le aliments du corps et de l'esprit et qui se dérobe au moment de payer sa dette. Il le frappe de déchéance ; il équivaut à une mort civile.

J'entends bien Tolstoï célébrer, comme un martyr, un chrétien implacablement logique qui, en Russie, se refusa d'être soldat par ce motif que l'Ecriture a dit : « Tu ne tueras point » et qui mourut de froid, de faim, de maladie dans sa prison. Je puis admirer la force d'âme du malheureux, sa ténacité de conviction. Mais qui donc, dans un cas au moins douteux où le salut de l'Etat et un précepte de l'Eglise sont en pleine opposition, oserait s'arroger le droit de dire aux autres : « Faites-vous martyrs ! Faites vous emprisonner en temps de paix, fusiller en temps de guerre.

De vos larmes et de votre sang germera un jour la moisson de la fraternité humaine. » On peut, en toute sécurité de conscience, souffrir soi-même comme victime ; mais c'est tout autre chose de vouer d'autres hommes à toutes les rigueurs du code militaire de les convier à un sacrifice mortel et probablement inutile. Qu'avant de parler ils tournent sept fois leur langue dans leur bouche, ceux qui prêchent si hardiment cette espèce de suicide ! C'est en pareille occurence qu'il est permis de rappeler le vieux dicton : « Les conseilleurs ne sont pas les payeurs ».

Sans compter (et c'est ma seconde raison pour repousser l'idée de se se soustraire au devoir militaire) que je craindrais chez beaucoup de ces révoltés soi-disant évangéliques (s'il y en avait jamais beaucoup) des motifs moins nobles que la volonté de respecter la vie de leurs semblables. Qui recule ainsi devant la nécessité de prendre les armes, même quand les siens sont en cas de légitime défense, pourrait bien être un lâche, s'il n'est pas un héros ; un pur et simple égoïste, s'il n'est pas un monstre de vertu.

En 1870, quand la France agonisante se débattait sous l'étreinte de ses vainqueurs du moment, nous en avons vu par centaines, des hommes jeunes et vigoureux, qui avaient une répugnance invincible à porter le fusil et l'uniforme, et qui se dérobaient avec une énergie digne d'une meilleure cause. Le mépris populaire les avait baptisés des francs-filleurs, et je ne crois pas qu'en fuyant la bataille ils tremblassent pour les jours d'autrui.

Ainsi, pour supprimer la guerre, le socialisme ne compte-t-il point sur des protestations isolées que la féroce discipline des armées aurait vite étouffées, sur des démis individuels d'obéissance qui peuvent provenir de sources équivoques.

Il place son espoir dans un désarmement concerté, général, simultané, qui deviendra possible quand les travailleurs, déjà unis par la communauté des intérêts et des programmes, déjà accoutumés à se tendre la main par-dessus les frontières, auront profondément transformé le régime actuel et mis fin du même coup à la vieille politique de conquête qui en est encore un élément essentiel.

En attendant, les socialistes peuvent déplorer et réprouver ce reste de sauvagerie qui les condamne à dépenser une partie de leur vie dans l'étude des moyens de détruire celle d'autrui ; mais, comme tous les autres citoyens, ils sont obligés de se soumettre aux conditions du monde où le hasard les a fait naître et, tout ce qu'ils peuvent faire, c'est d'atténuer les vices d'une institution qui ne peut disparaître qu'avec notre société d'antagonismes violents et organisés. S'ils s'adressent aux soldats et aux officiers, ce n'est point pour leur dire. «Jetez vos armes ! Quittez casernes et forteresses ! Désertez ! » Non, ils prétendent seulement chercher, avec eux et pour eux, comment on peut rendre meilleure plus utile à tous, plus conforme aux principes démocratiques, l'existence qui leur est faite ; quelle est la limite de leurs droits et de leurs devoirs réciproques ; dans quelle mesure il est loisible de concilier leur triple état de citoyens, d'hommes et de militaires.

Georges RENARD.

LA SITUATION
EN ITALIE

LA CRISE ITALIENNE

Une combinaison Saracco-Sonnino. — M. Crispi dans la coulisse. — Conflits sanglants à Milan

Rome, 8 mars.

MM. Martini, Tecchio, Garanetti, Imbriani, Nicolini, Papadopoli, députés de diverses nuances sont unanimes à dire qu'un ministère di Rudinì seul peut avoir la confiance du Parlement et du pays.

Mais on dit que M. di Rudinì, appelé au Quirinal, aurait déclaré au roi qu'il n'accepterait le pouvoir qu'à la condition que l'on renoncerait à toute expansion en Afrique au delà d'Asmara.

Les crispiniens voudraient un cabinet Saracco-Sonnino. Les intimes de M. Crispi affirment que, dans son entretien d'aujourd'hui avec le roi l'ex-président du conseil a indiqué M. Saracco comme le plus capable de former un ministère. Ce dernier aurait même reçu la mission d'étudier la situation et de former une liste.

MM. Sonnino, Fortis, Damiani feraient partie du cabinet. Les intimes de M. Crispi ajoutent que cette combinaison aurait des chances de réussir.

Comme on le voit, à Monteciterio on voudrait d'une combinaison di Rudinì, parce que l'on souhaite la prompte liquidation des affaires africaines, tandis qu'au Quirinal on semblerait encore disposé, malgré la gravité de la situation, à continuer la politique de M. Crispi.

Les responsabilités

Les journaux annoncent que le général Baratieri a télégraphié à sa famille pour la tranquiliser. « J'ai conscience d'avoir fait mon devoir de citoyen et de soldat, » déclare le général.

M. Crispi a donné au roi l'assurance qu'il publiera des documents justifiant son œuvre.

Le député Bonajuto a envoyé au président de la Chambre, la motion suivante :

— « La Chambre décide de mettre en état d'accusation l'ex-ministre Crispi et de déférer le général Baratieri devant un tribunal de guerre. »

Les amis du général prétendent que ce dernier doit avoir en poche un ordre formel de M. Crispi, qui voulait une victoire pour l'ouverture du Parlement.

LE DÉSASTRE

Brigade anéantie

Rome, 8 mars.

D'après une dépêche de Massaouah reçue par la *Tribuna*, les restes de la brigade Dabormida ne se débandèrent que lorsqu'ils furent réduits à peu près à rien. Peu sont sauvés : la plus grande partie des officiers, particulièrement visés par l'ennemi, ont disparu.

Les Choans avançaient en rampant, isolés, jusque sous les canons, puis se redressaient en tirant sur les officiers. L'artillerie du général Albertone tira plus de mille coups.

On signale l'héroïsme des batteries servies par les Siciliens, dont un seul officier resta sain et sauf. Il en fut de même des trois batteries indigènes, dont un seul officier put se sauver, mais blessé.

La dépêche de la *Tribuna* ajoute que les Choans n'avancèrent pas depuis le 1er mars.

Les chefs, notamment le ras Alula et le ras Mangacha, pousse le negus à une guerre à fond. Les soldats et les chefs subalternes, au contraire, voudraient rentrer dans leurs foyers.

On signale de Kassala les incursions habituelles de cavaliers. Il semble cependant que le corps d'armée du Ghédaref soit renforcé. On croit que le général Baldissera, qui est à Asmara, est en train de prendre des mesures de défense pour Kassala comme pour Adrigrat.

Aveux officiels

Une note, communiquée aux journaux, donne la liste de cent quatre-vingt-neuf officiers survivants de la bataille du 1er mars.

Cette liste contient encore les noms de cinq officiers prisonniers : ce sont : le colonel Naya, le lieutenant-colonel Galliano, deux capitaines et un lieutenant.

Les pertes matérielles sont approximativement évaluées à un million de cartouches, 5,000 charges d'artillerie 5,000 mulets et plus de 10,000 fusils.

La caisse militaire, contenant quelques millions en or et en argent, a été sauvée.

Les renforts

Rome, 8 mars.

Se conformant à la demande urgente du général Baldissera, les ministres, réunis en conseil, ont décidé l'envoi immédiat de six batteries et de six bataillons, dont une partie sera destinée à renforcer les garnisons de Keren et de Kassala.

« Le but de Baldissera serait s'assurer la défense de la colonie contre les attaques éventuelles ou invasions de l'armée choane jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la question d'Afrique.

Il est à prévoir, que le départ de ces troupes occasionnera de nouvelles manifestations.

Les désordres

Milan, 8 mars.

« Malgré la défense préfectorale, une foule nombreuse a tenté de répéter les désordres. Elle a lancé des pierres contre la préfecture. Chassée par les alpins, les carabiniers et par la cavalerie, elle s'est réfugiée place du Dôme.

» La cavalerie l'a poursuivie, elle a été accueillie par une pluie de pierres. Les manifestants ont été dispersés.

» Vers minuit, un escadron a été assailli à coups de révolver. Quatre soldats, deux carabiniers, le lieutenant Garibaldi Faboroni ont été blessés par des pierres. Treize arrestations ont été opérées.

» Les théâtres, fermés depuis trois jours ont été rouverts. »

Pavie, 8 mars.

« L'annonce de l'arrivée de renforts pour la garnison donne lieu de nouveau à des désordres.

» Les manifestants lancent des pierres contre la préfecture. L'artillerie à cheval était chargée de disperser spécialement la manifestation dirigée contre la préfecture de police. Le capitaine commandant la compagnie a été blessé. Il y a eu quinze arrestations.

Naples, 8 mars.

« Dans les quartiers populaires, la foule se livre à un démonstration criant : «A bas la guerre d'Afrique ! »

» La population est décidée à ne pas laisser partir les troupes

» On nourrit des craintes pour aujourd'hui, surtout à Milan, où les autorités inquiètes ont pris des mesures pour réprimer les manifestations anti-africanistes.

ABDICATION D'HUMBERT

Rome, 8 mars.

Le bruit court et nous ne l'accueillons que sous réserves, de l'abdication du roi Humbert.

Le roi était convaincu de la nécessité de faire la guerre au Négus, mais il comptait sans ses sujets excédés des agitations provoquées par la politique stérile de Crispi.

Afin de ne pas se trouver dans la dure obligation de demeurer le vaincu de l'empereur noir, il entendrait, lui, le fils devenu impopulaire du *re galantuomo*, suivre en sa lamentable retraite le Crispi qui partagea ses idées mégalomanes et meurtrières.

En se retirant, le roi laisserait à son fils le triste devoir de conclure la paix avec Menelik, le glorieux prince d'Axoum

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

LA Mortalité des nouveau-nés

Tout le monde sait que l'allaitement maternel est le mode d'alimentation du nouveau-né le plus naturel et le plus favorable pour l'enfant et aussi pour la mère. C'est toujours celui qu'on doit employer à moins d'empêchement sérieux, empêchement qui peut provenir soit de l'état de santé de la mère ou de l'insuffisance de sa sécrétion lactée, soit des conditions sociales auxquelles elle ne peut se soustraire et qui, la forçant de continuer son travail au dehors, l'obligent par cela même à confier pendant la journée son enfant aux soins de quelque voisine. C'est malheureusement à cet allaitement artificiel, au biberon, que sont voués la plupart des enfants appartenant à la classe prolétarienne, et c'est à cette classe, principalement qu'il faut rapporter l'effrayante mortalité qui sévit sur les enfants du premier âge.

Il y a cent ans, en 1795, sur 2637 nouveau-nés admis à l'hospice des enfants assistés à Paris 2125 étaient morts avant d'avoir atteint le 10e jour de leur existence, et en 1796, il en mourait dans les mêmes délais 2150 sur 2935. De 1859 à 1862 dans le même hospice la moyenne de la mortalité pour les enfants d'un jour à un an était de 1 sur 3,6. Sans doute, ces enfants représentent la partie la plus pauvre de la population infantile, car pour qu'ils aient été ainsi abandonnés par leurs mère, il a fallu que ces mères y aient été bien contraintes par la misère.

L'amour maternel est au moins aussi développé dans la classe plébéienne que dans la classe bourgeoise : je prétends même qu'il l'est davantage, car jamais, à moins d'un de ces empêchements dont je parlais plus haut, on ne verrait une mère plébéienne faire allaiter son enfant par une personne étrangère, comme le font la plupart des mères bourgeoises qui ne voulant renoncer à aucun des plaisirs de la vie mondaine. Sans doute — dis-je — il ne faudrait pas calculer la mortalité générale des nouveau-nés d'après cette statistique hospitalière. Il est incontestable qu'en arrivant à l'hospice ces enfants abandonnés étaient déjà frappés d'une débilité congénitale qui devait singulièrement favoriser une telle brièveté de leur existence. Néanmoins les statistiques de la ville de Paris, nous donnent une mortalité encore fort considérable. Ainsi de un jour à un an, il meurt 17 enfants sur 100 dans les quartiers riches de Paris et 25 dans les arrondissements pauvres. Quant à ceux qui sont placés chez des nourrices de la campagne, il en meurt dans les mêmes délais près d'un tiers : 27 50 pour 100.

Depuis qu'on a institué une inspection médicale régulière cette effrayante mortalité a notablement diminué, elle diminuera encore de plus en plus à mesure que les notions générales d'hygiène pénétreront dans nos campagnes. En effet la maladie qui presque à elle seule cause ces ravages dans les rangs des enfants nourris artificiellement serait la plupart du temps évitable si on se conformait aux prescriptions de l'hygiène.

L'Athrepsie — telle est le nom de cette redoutable maladie — a fait jusqu'à 70 pour 100 de victimes chez les enfants de un jour à un an élevés artificiellement. Or, je le répète, avec un peu d'attention on pourrait le plus souvent préserver l'enfant de ce mal terrible. Mais d'abord qu'entend-on par ce mot athrepsie ?

Ce mot signifie manque de nutrition. Il indique un trouble profond dans le travail nutritif de l'enfant, trouble complexe puisqu'il y a à la fois ce peut être : des lésions graves — souvent mortelles — des organes digestifs, une intoxication occasionnée par des produits microbiens toxiques contenus dans le lait ; enfin un état d'inanition résultant de la non-digestion des matériaux alimentaires ingérés.

Qui n'a vu de ces petits êtres, confiés aux soins inhabiles de quelques nourrices sèches, être pris au bout de quelques jours de vomissements, de diarrhée verte ou verdâtre, de muguet sur le dos de la langue, d'ulcération dans la bouche, d'éruption érythémateuse d'un rouge plus ou moins foncé s'étendant depuis les fesses et les cuisses jusqu'aux malléoles et aux talons ? le tout s'accompagnant d'un amaigrissement considérable et rapide qui fait que la peau se plisse, que les membres deviennent flasques et flottent à l'intérieur de l'enveloppe cutanée comme dans un vêtement trop large ; que la coloration générale du corps devient terreuse et que le visage se ride et prend l'aspect de celui d'un petit vieillard souffreteux ?

Ce sont, au début, des cris déchirants que poussent ces petits malades ; puis d'incessants gémissements qui vont en s'affaiblissant à mesure que l'enfant perd ses forces. Les yeux s'entourent d'un cercle bleuâtre, les orbites s'exercent ; les lèvres deviennent violacées ; le corps se dessèche, se roidit et le pauvre petit succombe en exhalant quelque plaintes à peine perceptibles.

Dès qu'il existe des lésions un peu importantes de l'appareil digestif et que l'amaigrissement est parvenu à un certain degré il faut renoncer à toute espérance. L'enfant est irrévocablement voué à la mort. Mais quelles sont les causes les plus ordinaires de ce mal si redoutable ? Presque toujours l'athrepsie est due à une alimentation défectueuse, défectueuse soit au point de vue de la quantité des matériaux alimentaires donnés à l'enfant, soit — ce qui est le plus fréquent — au point de vue de leur qualité.

Le nouveau-né — et plus encore celui qui est né avant terme — a besoin, premièrement, d'être tenu dans un milieu offrant un degré de chaleur suffisant ; puis d'être nourri de lait, de bon lait, mais rien que de lait.

Nul autre aliment ne pourrait remplacer celui-là, car tout autre serait indigestible. Quand l'enfant ne pourra pas être nourri au sein et qu'on sera forcé de l'allaiter artificiellement on devra couper son lait